

Bunge et Viterra donnent naissance à un nouveau poids lourd du négoce agricole

L'antitrust américain compromet à nouveau l'acquisition d'Activision par Microsoft

Ubisoft dévoile un riche catalogue de sorties, mais le marché attendait mieux

Entreprises : des marges élevées en trompe-l'œil

Le prix Trésorier de l'année de L'Agefi est décerné à Stéphanie Constand de Fnac Darty

Les opérations financières en cours à Paris au 14 juin

Compagnie de Saint-Gobain : 2e avis de convocation aux porteurs de titres participatifs émis en avril 1984

Industrie financière

Odey AM bloque les rachats de trois fonds après la mise à l'écart de son fondateur Crispin Odey

La Société Générale déploie sa nouvelle marque SG dans son réseau

Alantra transfère le siège de sa banque d'investissement à Londres

Smart Lenders AM va financer Student Finance



Le journal du jour | 14 juin 2023

PARTENARIAT

Compagnie de Saint-Gobain : 2e avis de convocation aux porteurs de titres participatifs émis en avril 1984

Publié le 13 juin 2023 à 22:12 - Maj 14 juin 2023 à 09:54





COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN
Société anonyme au capital de 2 082 189 492 €
Siège social : Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris,
92400 Courbevoie
542 039 532 R.C.S. Nanterre

AVIS DE DEUXIÈME CONVOCATION

TITRES PARTICIPATIFS AVRIL 1984 DE 1 000 EUROS

L'Assemblée générale des porteurs de titres participatifs émis par la Compagnie de Saint-Gobain (la « Société ») en avril 1984 n'ayant pu valablement délibérer le mercredi 31 mai 2023, faute de quorum, les porteurs de titres participatifs sont de nouveau convoqués en Assemblée générale le jeudi 29 juin 2023 à 12 heures, au siège social de la Société, Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris, 92400 Courbevoie Cedex, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

1. Rapport du Conseil d'administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2022 ;
2. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice 2022 et sur les éléments servant à la rémunération des titres participatifs ;
3. Renouvellement du mandat du représentant titulaire de la Masse ; fixation des pouvoirs et de sa rémunération annuelle ;
4. Délégation de pouvoirs pour accomplir les formalités requises.

Pour assister ou se faire représenter à cette Assemblée :

- Les porteurs de titres participatifs au nominatif devront être inscrits en compte chez la Société, au plus tard, au jour de l'Assemblée générale.
- Les propriétaires de titres participatifs au porteur devront justifier dans les mêmes délais auprès de leurs intermédiaires financiers teneurs de compte, de l'inscription en compte de leurs titres par une attestation de participation délivrée par ces intermédiaires.

Les porteurs de titres participatifs pourront demander un pouvoir ou un formulaire de vote par correspondance à Uptevia – CTO Assemblées – Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex (France).

L'attestation de participation et le pouvoir ou le formulaire de vote par correspondance devront être retournés et réceptionnés par Uptevia à l'adresse indiquée au paragraphe précédent au plus tard le mercredi 28 juin 2023 à 15 heures (heure de Paris).

Conformément aux dispositions des articles R. 22-10-24 et R. 225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut, outre par la voie postale, également être effectuée par la voie électronique, selon les modalités suivantes :

- **pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif pur** : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : Paris_France_CTS_mandats@uptevia.pro.fr. Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et identifiant des porteurs de titres participatifs (disponible auprès de Uptevia chargé de la gestion du service des titres participatifs) ainsi que nom et prénom et, si possible, adresse du mandataire désigné ou révoqué ;
- **pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif administré ou au porteur** : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : Paris_France_CTS_mandats@uptevia.pro.fr. Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et références bancaires complètes des porteurs de titres participatifs ainsi que nom et prénom et, si possible, adresse du mandataire désigné ou révoqué. Puis, ils devront demander à leur intermédiaire financier habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite à Uptevia – CTO Assemblées – Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex (France) ou un e-mail à Paris_France_CTS_mandats@uptevia.pro.fr.

Afin que les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées par Uptevia au plus tard le mercredi 28 juin 2023 à 15 heures (heure de Paris). Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie postale devront être réceptionnées par Uptevia au plus tard le mercredi 28 juin 2023 à 15 heures (heure de Paris).

Le Conseil d'administration.

Made in Europe Fears over China-US rift and supply snags push nearshoring businesses to buy up factories in region **MARKETS**

Companies & Markets

JPMorgan cuts Odey Asset Management relationship

- Bank's move adds to turmoil at firm
- Swan fund shut and others frozen

HARRIS AGNEW, LAURA NOONAN, EMMA DUNNELEY AND ROBERT SMITH — LONDON

JPMorgan is terminating its relationship with Odey Asset Management, the last of the big banks to cut ties with the firm after sexual misconduct allegations against its founder Griffin Odey.

The US bank's move added to the turmoil at the firm, which had earlier said it had closed Odey's Swan fund and had stopped investors withdrawing money from two others run by its subsidiary, Brook Asset Management, because of a higher volume of requests to withdraw.

JPMorgan has served notice on both its prime banking and its custody agreements with Odey Asset Management.

The termination follows an FT probe reporting that the founder was facing sex assault claims

according to people familiar with the situation.

JPMorgan and Odey Asset Management both declined to comment.

JPMorgan was one of Odey Asset Management's key relationships. Its termination of its ties with the hedge fund follows a Financial Times investigation which reported last week that Odey was facing allegations of sexual assault or harassment from 15 women, which he denied.

Morgan Stanley, Odey Asset Management's other main prime broker, moved to cut ties with the firm last week, and Goldman Sachs and Kazuo. But JPMorgan's relationship with Odey Asset Management was more complicated than that, as a condition of its assets, it needed to find another party to take on these assets as depository, the people said.

Odey Asset Management said it had closed Odey's Swan fund and stopped investors from withdrawing money

from a couple of other products run by subsidiary Brook Asset Management, which was set up in November 2020. Odey Asset Management said it was liquidating the Swan fund, which manages CITI, and returning money to shareholders after the founder was ousted over the weekend.

Odey Asset Management told clients that it had gained redemptions in its Brook Developed Markets fund owing to a higher volume of requests to withdraw.

Link Fund Solutions, the administrator to a number of Odey Asset Management funds, said it had responded during its another product, the Brook Absolute Return fund.

The measures to halt customer withdrawals in one of the emergency actions taken by Odey Asset Management to contain the fallout. On Sunday it announced that Odey would stop managing its funds.

Odey Asset Management said the allegations were taken after redemptions requests exceeded 10 per cent of the Brook Developed Markets fund's net asset value. The fund, managed by James Hanbury and Justin Griffin, runs £100m of customers' money. The fund said the redemptions were "in the best interests of all shareholders".

The fund, which has risen 8 per cent over the past year and has an ongoing charge of more than 1 per cent, counts other company (PNC), investment trading business (PNC) and other firms among its holdings. Its highest sector weighting is in consumer services, followed by financial services companies.

Odey Asset Management faces a broader investigation by the Financial Conduct Authority, which opened a probe into possible "non-financial misconduct" at the hedge fund two years ago. MPs are planning to scrutinise the FCA next month over its handling of misconduct allegations relating to Odey.

Grain tie-up Bunge acquires Glencore-backed Viterra in \$8.2bn deal to rival industry leaders



Viterra has its roots in grain-handling co-operatives in Canada's Saskatchewan province — the last of the big banks to cut ties with the firm after sexual misconduct allegations against its founder Griffin Odey.

LESLIE MOORE AND HARRY DUNPHY — LONDON

The global crop merchant Bunge is to buy competitor Viterra in an \$8.2bn cash and shares deal, creating an agricultural behemoth to rival the largest trading houses that move grain, oilseeds and pulses from farm to consumer.

The combined group will compete with industry leaders Cargill and Archer-Daniels-Midland, struggling against Bunge's presence in some of the main food-supplying regions such as Canada and the US.

Shareholders in Glencore-backed Viterra will receive about \$4.2bn in Bunge shares and \$4bn in cash, and will control one-third of the group's stock. The move comes after a year of bumper profits for both, as the Ukraine war led to grain price spikes and volatility in commodities.

Bunge, founded more than 200

years ago, has long been known as the "B" in the so-called "ABCD" of global grain trading companies that link farmers with food importers. The others are ADM and Cargill, both headquartered in the US, and Karpyne-based Louis Dreyfus.

Bunge chief executive Greg Hackman said the merger would help the company diversify and insulate it from changes in the external environment — such as regional droughts brought about by climate change.

By putting these two networks together, we have more diversification in geographies, and diversification in crops, he said. "The deal provides a very complementary fit."

Viterra has its roots in grain-handling co-operatives in Canada's Saskatchewan province and operations across the US, which it gained through its 2022 purchase of Cargill.

Its grain will go from more than 270 storage and handling facilities, more than

30 processing sites and a fleet of more than 200 ships through the deal to bolster its presence in the fertile regions of Canada, the US, Brazil, Argentina and Australia.

Bunge-Viterra's revenue totalled \$12.5bn in 2022, which would put the merged group in league with Cargill, the largest agricultural commodities group with revenues of \$16.6bn in its fiscal year ended May 2022.

Hackman declined to say whether regulators might need any antitrust approvals as part of antitrust reviews.

For Viterra shareholders — Glencore, Canada Pension Plan Investment Board and British Columbia Investment Management Corp. — the deal represents a chance to cash out at a time when commodities trading houses are enjoying big profits.

Shares in Glencore climbed 5.1 per cent in London on the news. Bunge shares rose 1.8 per cent in New York.

Citadel chief Griffin bullish over China's growth target

HUGH LLOYD AND BOB HARRISON — HONG KONG

Ken Griffin, the billionaire investor, said China could prop up the global economy this year, helping avert an "ugly" slowdown in growth if the US enters a recession.

Speaking to the Financial Times on his first visit to Hong Kong since the Covid-19 pandemic, Griffin said he was optimistic China could meet its growth target. "They might not be optimistic on China's growth but they're putting economic growth back at the top of their priority list," said Griffin, CEO and founder of the US hedge fund Citadel and market maker Citadel Securities.

China's growth had been tipped to roar back after Covid-19 curbs were fully lifted in December. But the initial surge in global appetite for Chinese stocks that accompanied reopening has since waned, reflecting weak data on industrial output, manufacturing activity and the property sector.

The economy posted year-on-year growth of 4.5 per cent in the first quarter, but that pace trailed the government's modest annual target of 5 per cent — already its lowest in decades.

Chinese equities are flat this year. By contrast, investors have snapped up shares in the rest of Asia, where stock markets in Japan, South Korea and Taiwan have notched up double-digit gains, often in excess of 20 per cent.

A Bank of America survey yesterday showed that fund managers continue to revise down their growth expectations for China. But Griffin remained optimistic that the country could deliver sustained growth, potentially helping it to hold out the global economy as the US grapples with the impact of recession.

"My assessment is that China's GDP growth may be better than expected this year, and I hope they're right," said Griffin, whose \$14bn in assets firm made recent profits for investors after loss in the US, making it the most successful hedge fund firm of all time. It runs global macro portfolios among its other strategies.

"That would go a long way towards helping us achieve a soft landing. If China hits a specific target as US consumer spending slows, that would be a really nice one-two punch," he added.

In the US, Griffin said he anticipated inflation would remain sticky unless the Federal Reserve was willing to accept higher unemployment to drive it down.

Singapore's listing ambitions hit by woes of data centre operator

INSIDE BUSINESS

ASIA

Mercedes Ruchl



Singapore is flirting with a halt. Record amounts of capital are flowing in from China, south-east Asia, the US and elsewhere. Not only did the state-gate from the closure of Hong Kong leave the pandemic, but it has been lifted from a more neutral approach amid geopolitical polarisation.

However, it has struggled with its ambition for part of its hub strategy to develop a thriving home with a pipeline of tech listings. Monthly delistings often outnumber new companies, and the number of quoted companies has fallen from 720 at the start of 2020 to 645 as of April. The Straits Times Index for the market has essentially flattened over the past five years, excluding a Covid-related dip and recovery.

The market has been deluged with a fresh blow by the dismal performance of a listing of a foreign business, Digital Core Reit. It is not just a matter of a steep share price decline. The circumstances of the real estate investment trust's problems raise questions over the level of disclosure required on the market.

The swar of data centres was spun out of US property group Digital Realty and was Singapore's biggest equity listing by value raised of the past five years and the fourth largest over the past decade, according to Dealogic.

The company's shares have dropped

55 per cent from the offer price and 40 per cent from its early 2022 high. A factor in that slide has been problems with two lawsuits. Earlier this month, data centre operator Cytera, reported to be Digital Core Reit's second-biggest customer, sued the trust. The company has accounted for about 12 per cent of the trust's rental revenue income.

Cytera's troubles have been documented by the media since at least the beginning of this year. But until recently, investors would not have known about them by reading only the disclosures by Digital Core Reit, or even that it was a big customer of the trust.

According to management, the Singapore-listed group is typically bound by confidentiality provisions in lease agreements.

Nor was the identity of the trust's reportedly fifth-largest customer, Singtel, disclosed at the time of the IPO. Singtel went bankrupt for a second time in April 2022 — just four months after Digital Core Reit's IPO.

The trust informed investors of the bankruptcy of the fifth-biggest tenant 10 days after Singtel had filed in the US. It did not mention Singtel, which had accounted for about 7 per cent of the trust's rental revenue, by name.

It was not until April that any mention was made of the troubles facing Cytera, when the trust released responses to shareholder questions. Cytera filed for bankruptcy protection on June 4. This time the failure was disclosed the next day, though Cytera was still not mentioned by name.

Under Singapore's continuous disclosure rules, companies have to disclose

information that is likely to materially affect the price of the securities. The exceptions are if the information is confidential, prepared for internal management purposes or concerns an incomplete acquisition.

The Singapore Exchange says: "We have been assessing the information flow and promptness of disclosures bearing in mind the impact on the Reit's financials."

Mark Yuen Tsun, a professor at the National University of Singapore, says that if Digital Core Reit had been listed in the US, some of its "harsh disclosures" might have seen investors "come after them".

Digital Core Reit said: "Upon learning that its second-largest customer had filed for bankruptcy, Digital Core Reit immediately requested a trading halt and promptly provided robust and timely disclosures. . . . In general, we believe it is inappropriate to speculate or comment on any customer's financial condition or course of action."

The company earlier told shareholders that it expected "minimal impact" from the bankruptcy.

The poor performance of Digital Core Reit's share price speaks to reduced confidence in the company's prospects and the assets chosen for its portfolio. It was looking to attract more listings, it seems fair to say, did Singapore get a poor deal with Digital Core Reit?

The city-state has developed into something of a hub for Reits but as a centre for stock exchange listings, it has not matched its achievements elsewhere. The woes of Digital Core Reit underline the importance of quality in listing candidates and strong regulation to ensure market integrity if it wants to do better.

mercedes.ruchl@ft.com

SAINT-GOBAIN

COMPAGNIE DES SAINT-GOBAIN

A French listed company with a share capital of €2,102,100,000
Registered Office: 10 rue de Valenciennes, 75013 Paris, France
SIC 2824 C.C. 31000

NOTICE OF SECOND MEETING

Participating entities April 2024 of €1,000,000

As the General meeting of the holders of participating shares (hereinafter referred to as "Shareholders") of Saint-Gobain (the "Company") is held in Paris on Wednesday, 14 June 2023 at 10.00 AM, the agenda of the meeting is as follows: 1. To elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026 and to elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026 and to elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026.

1. To elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026 and to elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026 and to elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026.
2. To elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026 and to elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026 and to elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026.
3. To elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026 and to elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026 and to elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026.
4. To elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026 and to elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026 and to elect the members of the Board of Directors for the period from 2023 to 2026.

To attend or to be represented at the Meeting

The holders of registered participating shares may be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

The holders of participating shares may also be registered in the general register of the Company or have their shares deposited with the Company.

Vom Findel in den Flieger: Was beim Parken zu beachten ist

Für viele Flugreisende beginnt der Urlaub mit der Stellplatzsuche. Sich im Vorfeld damit zu beschäftigen, kann Ärger und Geld sparen

Von Uwe Hentschel

Es ist soweit alles gebucht und reserviert: der Flug, die Sitzplätze, das Hotel und der Mietwagen. Dem Urlaubsvergnügen steht also nichts im Weg. Höchstens vielleicht der Parkplatz am Flughafen. Doch Stellplätze sind am Findel ja ausreichend vorhanden, insgesamt rund 7.000. Was man dabei allerdings im Hinterkopf haben sollte: Es gibt zwar in Summe genügend Parkmöglichkeiten, nur eben nicht überall und jederzeit und schon gar nicht zu einheitlichen Preisen. Laut Lux-Airport nutzen jährlich rund 850.000 Fluggäste das Angebot. Und es gibt durchaus Präferenzen.

Welcher Parkplatz eignet sich für welchen Zweck?

Es gibt am Findel insgesamt sieben Parkangebote, die sich in erster Linie in der Entfernung zum Terminal und verbunden damit auch in den Gebühren unterscheiden. Am komfortabelsten sind die beiden Tiefgaragen A und B, die zum einen direkt am Terminal liegen und zudem auch über einen überdachten Zugang verfügen. Erwartungsgemäß sind die Stellplätze dort aber auch die teuersten. Pro Viertelstunde sind 1,90 Euro fällig, eine Tageskarte kostet 24,70 Euro. Wer dort für seinen zweiwöchigen Urlaub sein Fahrzeug unterstellt, kommt auf 133,70 Euro.

Etwas günstiger und ebenfalls maximal fünf bis sieben Gehminuten vom Terminal entfernt, sind die nicht überdachten Plätze E, F und G. Dort kostet die erste Woche knapp 50 Euro und jede weitere Woche rund 40 Euro. Die mit Abstand günstigste Alternative ist der Parkplatz M, wo man pro Woche lediglich 34,30 Euro zahlt. Die Mindestparkdauer beträgt allerdings drei Tage. Wer den Parkplatz kürzer nutzen möchte, zahlt dennoch die Mindestgebühr von 14,90 Euro. Die-

se Ersparnis ist allerdings auch mit einem entsprechenden Mehraufwand verbunden. Parkplatz M liegt fast zweieinhalb Kilometer vom Terminal entfernt, in der Rue de Trèves (gegenüber der Polizeidirektion), wird aber ungefähr alle 20 Minuten von einem kostenlosen Shuttle-Bus angesteuert. Und dieser Bus fährt mit Ausnahme des nächtlichen Zeitraums zwischen 1 Uhr und 3.30 Uhr konstant, deckt also mit ausreichend zeitlichen Puffer alle täglichen Starts und Landungen am Findel ab.

Welche Parkplätze sind zu welchen Zeiten am stärksten ausgelastet?

„Grundsätzlich sind die terminalnahen Parkplätze, und hier vor allem die Tiefgarage, stets gut ausgelastet“, erklärt Rebecca Pecnik, Pressesprecherin von Lux-Airport. In den Ferienzeiten komme dann auch noch der mittlerweile in der Kapazität für diesen Sommer erweiterte Parkplatz M hinzu.

Ist eine Buchung immer sinnvoll?

Sich im Vorfeld mit dem Parken zu beschäftigen, kann auf keinen Fall schaden. „Wir empfehlen – speziell für Urlaubszeiten, Feiertage und lange Wochenenden – die Buchung direkt bei der Flugbuchung mit vorzunehmen“, sagt die Airport-Sprecherin. Eine Reservierung sei technisch bis zu 365 Tage im Voraus möglich. „Die Kontingente zur Vorreservierung sind limitiert und unter Umständen für kurzfristige Buchungen nicht mehr verfügbar“, so Pecnik.

Dass dem in der Tat so ist, zeigt ein konkretes Beispiel. Wer beispielsweise ab dem kommenden Samstag vom Findel aus zwei Wochen verreist und dafür jetzt noch einen Parkplatz reservieren möchte, hat dabei (Stand: Dienstagmittag) nur noch die

Wahl zwischen Tiefgarage A, also der bequemsten und gleichzeitig auch teuersten Lösung, und Parkplatz M. Letztere ist zwar am günstigsten, aber eben auch zweieinhalb Kilometer entfernt.

Wer sich davon nicht abschrecken lässt und sein Glück vor Ort bei einem Stellplatz im preislichen und bequemen Mittelfeld (Plätze E, F und G) versuchen möchte, kann das natürlich tun, muss sich aber unter Umständen darauf einstellen, am Findel dann von einem vollen Parkplatz zum nächsten zu fahren. Zwar gibt es auf den Parkplätzen immer nur ein gewisses Kontingent für Online-Reservierungen, doch ist etwa der Parkplatz G recht nah am Terminal, aber auch vergleichsweise klein und somit unter Umständen schnell belegt. Und was den Parkplatz M betrifft, so sind



dort ohnehin nur Online-Buchungen möglich.

Wie lange darf ich auf den jeweiligen Parkplätzen überhaupt parken?

Falls der Urlaub länger dauert als geplant – kein Problem. So schnell wird nämlich kein Fahrzeug abgeschleppt. Laut den Allgemeinen Geschäftsbedingungen fürs Parken liegt die maximale Parkdauer bei sechs Monaten. „Bei Überschreitung dieser Dauer von mehr als einem Monat wird das Fahrzeug im Sinne von Artikel 10 des abgeänderten Gesetzes vom 14. Februar 1955 als verlassen gedeutet und rechtliche Schritte werden eingeleitet, um über besagtes Fahrzeug verfügen zu können“, heißt es dazu in der Verordnung.

Das gilt für alle Parkangebote, sogar für den Kiss&Fly-Parkplatz, der eigentlich nur für das Absetzen und Abholen von Fluggästen gedacht ist, die ersten 15 Minuten deshalb auch umsonst genutzt werden kann. Wer also den Flughafen mit extrem viel Verspätung ansteuert und keine Zeit mehr für eine Stellplatzsuche hat, weil er sonst den Flug verpasst, für den ist das Kiss&Fly-Angebot möglicherweise die letzte, aber auch kostspielige Rettung. Ein Tag kostet 64,40 Euro, eine Woche 247,80 Euro. Bei zwei Wochen all-inclusive Mallorca kämen dann also noch einmal gut 500 Euro fürs Parken dazu.

Kann man eine Parkplatzbuchung auch ändern oder stornieren?

Eine Buchung im Voraus erspart einem unter Umständen unnötigen Stress, hat aber den Nachteil, dass man die Reservierung in der Regel nicht ändern kann. Das gilt auch für den Fall, dass ein Flug ausfällt oder verschoben werden muss. Und selbst wenn sich der Rückflug aufgrund von Problemen der Airline verschiebt und die Parkdauer am Findel dadurch länger und auch teurer wird, ist das erst einmal das Problem des Kunden. „Die Park-

Theoretisch kann auch auf dem Kiss&Fly-Parkplatz monatelang geparkt werden. Das aber wird sehr teuer.

Fotos: Uwe Hentschel

dauer ist nicht an Flugzeiten gekoppelt, es wird stets die reale Parkdauer verrechnet“, erklärt die Sprecherin von Lux-Airport. Ob etwaige Rückerstattungsansprüche bestehen, müsse im Einzelfall mit der entsprechenden Airline geklärt werden.

Eine komplette Stornierung ist aber durchaus möglich. Laut Kodex des Luxemburger Konsumentenschutz können Onlinereservierungen und die daraus entstandenen Verträge während einer Frist von 14 Tagen nach Erhalt der Reservierungsbestätigung kostenlos widerrufen werden. Ein entsprechender Hinweis findet sich dazu auch in den Geschäftsbedingungen zum Parkangebot.

Zu beachten ist dabei allerdings, dass dieses Widerrufsrecht nur dann gilt, wenn zwischen dem Zeitpunkt der Online-Reservierung und dem Start der Parkplatznutzung mindestens zwei Wochen liegen. Wird der Stellplatz also erst wenige Tage vor der Reise gebucht, verzichtet der Kunde mittels einer Bestätigung während des Buchungsvorganges auf sein Widerrufsrecht.

Welche andere Optionen gibt es?

Noch ist die Tram bis zum Findel nicht gebaut. Das dauert noch gut anderthalb Jahre. Doch bereits jetzt ist der Flugplatz gut ins Liniennetz eingebunden, unter anderem durch die Linien 6, 16 und 29. Die Busse fahren an Werktagen alle zehn bis 20 Minuten, an Wochenenden alle halbe Stunde und decken ungefähr den Zeitraum zwischen 5 Uhr morgens und Mitternacht ab. Für ganz frühe Flüge könnte das zeitlich durchaus eng werden. Ansonsten aber ist die Anreise mit dem Bus vor allem mit wenig Gepäck die mit Abstand günstigste Lösung. Zudem halten die Busse auch direkt am Terminal.

Avis de sociétés



COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

Société anonyme au capital de 2 082 189 492 €
Siège social : Tour Saint-Gobain
12, place de l'Iris
92400 COURBEVOIE
542 039 532 R.C.S. Nanterre

AVIS DE DEUXIÈME CONVOCATION

Titres participatifs avril 1984 de 1 000 euros

L'Assemblée générale des porteurs de titres participatifs émis par la Compagnie de Saint-Gobain (la « Société ») en avril 1984 n'ayant pu valablement délibérer le mercredi 31 mai 2023, faute de quorum, les porteurs de titres participatifs sont de nouveau convoqués en Assemblée générale le jeudi 29 juin 2023 à 12 heures, au siège social de la Société, Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris, 92400 Courbevoie Cedex, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- 1- Rapport du Conseil d'administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2022 ;
- 2- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice 2022 et sur les éléments servant à la rémunération des titres participatifs ;
- 3- Renouvellement du mandat du représentant titulaire de la Masse ; fixation des pouvoirs et de sa rémunération annuelle ;
- 4- Délégation de pouvoirs pour accomplir les formalités requises.

Pour assister ou se faire représenter à cette Assemblée :

- Les porteurs de titres participatifs au nominatif devront être inscrits en compte chez la Société, au plus tard, au jour de l'Assemblée générale.
- Les propriétaires de titres participatifs au porteur devront justifier dans les mêmes délais auprès de leurs intermédiaires financiers teneurs de compte, de l'inscription en compte de leurs titres par une attestation de participation délivrée par ces intermédiaires.

Les porteurs de titres participatifs pourront demander un pouvoir ou un formulaire de vote par correspondance à Uptevia – CTO Assemblées – Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex (France).

L'attestation de participation et le pouvoir ou le formulaire de vote par correspondance devront être retournés et réceptionnés par Uptevia à l'adresse indiquée au paragraphe précédent au plus tard le mercredi 28 juin 2023 à 15 heures (heure de Paris).

Conformément aux dispositions des articles R. 22-10-24 et R. 225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut, outre par la voie postale, également être effectuée par la voie électronique, selon les modalités suivantes :

- **pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif pur** : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : Paris_France_CTS_mandats@uptevia.pro.fr. Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et identifiant des porteurs de titres participatifs (disponible auprès de Uptevia chargé de la gestion du service des titres participatifs) ainsi que nom et prénom et, si possible, adresse du mandataire désigné ou révoqué ;
- **pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif administré ou au porteur** : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : Paris_France_CTS_mandats@uptevia.pro.fr. Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et références bancaires complètes des porteurs de titres participatifs ainsi que nom et prénom et, si possible, adresse du mandataire désigné ou révoqué. Puis, ils devront demander à leur intermédiaire financier habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite à Uptevia – CTO Assemblées – Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex (France) ou un e-mail à Paris_France_CTS_mandats@uptevia.pro.fr.

Afin que les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées par Uptevia au plus tard le mercredi 28 juin 2023 à 15 heures (heure de Paris). Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie postale devront être réceptionnées par Uptevia au plus tard le mercredi 28 juin 2023 à 15 heures (heure de Paris).

Le Conseil d'administration.

2303926.1



Parkplatz M ist weiter entfernt, wird aber alle 20 Minuten von einem Bus angesteuert.



Die Parkgebühren am Findel variieren von 4,90 Euro und 64,40 Euro pro Tag.



Hëllef eis hëllefen

www.telethon.lu

CCPL LU39 1111 1054 0866 0000

Mentionn: Don Action Téléthon